

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AOÛT - SEPTEMBRE 1965

Les travailleurs et la culture

Les problèmes de l'enseignement, de l'éducation des jeunes, de l'accès à la culture ne cessent pas d'être d'actualité. Sur ces sujets comme sur tous les autres, les partis et syndicats soi-disant ouvriers et les organisations dites de gauche entretiennent savamment la confusion et l'ignorance parmi les travailleurs.

Leur plus vieux cheval de bataille, bien malade aujourd'hui, c'est l'école laïque, thème favori des élections que P.C., S.F.I.O. et autres amuseurs publics font semblant de défendre en l'opposant à l'école privée, instrument des curés et des bourgeois.

Cela c'est le côté folklorique mais le véritable problème - quels sont les buts de l'enseignement et de la culture dans une société de classe - les organisations bureaucratiques veulent l'ignorer. Pourtant dans toutes les sociétés de classe, l'enseignement et la culture n'ont jamais eu d'autres nécessités que de servir à la classe dirigeante pour maintenir, accroître et justifier son exploitation.

La société capitaliste ne fait pas exception à la règle et l'enseignement donné à tous les niveaux pré-

pare enfants et adolescents à être les bons serviteurs de cette société, travailleurs robotisés que la culture quotidiennement déversée par la littérature, le cinéma, la télé et tous les arts essaie de détourner de toute perspective révolutionnaire.

Le contenu des programmes, identique pour l'école laïque et privée est révélateur. Complètement coupés de la vie réelle, uniquement basés sur des montagnes de connaissances livresques et abrutissantes, ils illustrent et défendent les valeurs traditionnelles (respect de la propriété, bienfaits de la civilisation, devoirs du bon citoyen, esprit civique...etc...)

Dès son plus jeune âge, l'enfant baigne dans un modèle de la société des adultes; il apprend à lire des histoires édifiantes, à calculer le bénéfice du marchand, l'intérêt du livret de Caisse d'Epargne si cher au Ministre des Finances. Il n'ignore rien des grands hommes qui font l'histoire, des chefs géniaux qui dirigent les peuples, des innombrables guerres qu'ils ont menées; il étudie à fond les sentiments et les passions de héros du passé dont les problèmes ne seront jamais les siens, mais il ignore l'histoire du mouvement ouvrier et n'a aucune idée des problèmes

réels qu'il affrontera dès qu'il travaillera. Il apprend à obéir sans discuter, à se taire, à être respectueux des autorités reconnues. Il s'habitue naturellement à la hiérarchie, car il est noté et classé mais il apprend aussi à tricher pour avoir une meilleure place, seule chose importante avec le bourrage de crâne pour l'examen.

L'univers concentrationnaire des usines d'enfants et d'adolescents que sont en général les collèges et les lycées préfigure parfaitement ce que sera leur vie à l'atelier ou au bureau.

Cet enseignement gratuit et obligatoire était bien adapté aux besoins de la société bourgeoise qui le créa en 1881-82 et le créa laïc car, à cette époque, la bourgeoisie plutôt athée se méfiait de l'emprise de l'Eglise alliée de l'aristocratie traditionnelle.

Dans la société industrielle qui grandissait alors à pas de géant, les machines ne pouvaient plus être confiées à des illettrés. Malgré les risques certains que la possession des techniques de lecture, d'écriture, de calcul par les travailleurs pouvait entraîner pour elle, la bourgeoisie sut utiliser ce progrès à son profit, comme n'importe quel autre outil ou invention, lui permettant ainsi d'accroître son exploitation des travailleurs.

Pendant toute cette période l'accession à la culture bourgeoise, l'appropriation de ces connaissances jusqu'ici privilèges d'une classe, devint le but difficile de nombreux fils d'ouvriers. Rares furent ceux qui en aperçurent les dangers; assimilés et déformés, ils quittèrent leur classe pour toujours et devinrent les défenseurs inconscients ou les valets appointés de la bourgeoisie.

Aujourd'hui comme hier, l'enseignement et la culture sont toujours des instruments aux mains de

la classe dirigeante. Si les organisations dites ouvrières ne mettent pas en cause leur contenu de classe, c'est qu'elles ont abandonné depuis longtemps toute perspective de lutte et que, devenues les collaboratrices efficaces des capitalistes elles n'ont plus d'autre rôle que s'indigner de la pagaille qui, là comme ailleurs, règne dans ce secteur de la société.

Par exemple, un des motifs courants de leur indignation toute platonique est le fait qu'un petit nombre seulement de fils de travailleurs ont accès aux sommets de la culture bourgeoise: 5% à peine font des études supérieures; mais pas un mot sur le contenu de cet enseignement supérieur, pépinière des cadres que l'Etat bourgeois attire et utilise dans tous les rouages de son appareil administratif et militaire.

Même indignation pour l'enseignement secondaire, moderne ou technique dont on déplore l'insuffisance, le manque de classes et de maîtres mais en oubliant de préciser quel rôle jouent ces enseignements, quelle culture ils proposent aux jeunes travailleurs de demain qu'ils préparent aux nécessités de la production.

Aussi est-il tout naturel de voir telle municipalité "communiste" offrir aux meilleurs élèves de ses collèges techniques un livret de caisse d'épargne.

Mais alors, faut-il donc prôner l'ignorance, refuser totalement la culture bourgeoise?

C'est impossible, d'abord parce que l'enseignement est obligatoire jusqu'à 14 ans, bientôt 16 et le jour est proche où l'adolescent sera étudiant jusqu'à 18-20 ans.

Ensuite, parce que la satisfaction des besoins que la société suscite parmi les travailleurs dépend en partie des examens auxquels prépare la culture bourgeoise.

Mais nous ne pouvons pas oublier

.../...

que l'exploitation des hommes commence dès leur enfance, à l'école, et se poursuit à tous les niveaux.

En attendant que les travailleurs par leur lutte sur les lieux de travail organisent eux-mêmes une société où l'exploitation n'existera plus, le rôle des militants est d'expliquer aux travailleurs que la culture bourgeoise n'est pas la leur, que l'histoire du monde n'est pas celle des grands hommes, des rois et des chefs géniaux mais celle des luttes de tous les travailleurs du monde pour l'émancipation des hommes. Que la véritable culture est celle qui donne conscience de notre condition d'homme exploité et nous aide à lutter pour que naisse une société sans classe.

Les mieux placés pour cette lutte, ce seraient les enseignants, les éducateurs. Mais trop souvent victimes de la culture qu'ils enseignent, ils se contentent d'être "objectifs" et "laïcs", comme ils disent, pour la plus grande hilarité de nos exploités. Leur objectivité consiste à présenter la réalité sans prendre position, pas de politique surtout. Comme si la littérature, l'histoire, la vie de tous les instants ne baignait pas dans la politique, comme si la culture toute entière, cinéma, radio, presse, télévision, n'était pas politique.

Ainsi jouent-ils parfaitement le rôle que l'on attend d'eux, d'être des techniciens, aveugles et sourds, uniquement préoccupés de leurs techniques.

Leur rôle peut être tout autre: profitant de leur relative liberté, ils peuvent systématiquement détruire la culture bourgeoise et poser les bases d'une prise de conscience militante chez les jeunes. Mais, pour cela, l'enseignant doit être d'abord lui-même un militant conscient qui lutte en priorité pour aider les travailleurs à s'organiser eux-mêmes pour installer leur propre pouvoir.

Un joli cirque

A la fin du mois de Juin, le parlement a voté une loi modifiant légèrement les pouvoirs des comités d'entreprise.

Le contenu de cette réforme est dépourvu de tout intérêt. En schématisant, disons que les patrons devront communiquer certains documents aux membres du comité, lesquels ne devront d'ailleurs pas en dévoiler le contenu aux travailleurs, et surtout que le secrétaire syndical bénéficiera d'un crédit de 20 heures, qui, en théorie, ne lui est pas accordé à l'heure actuelle.

L'intérêt de la discussion, avant le vote de la loi, a été de montrer la place de chacun dans l'éventail politique.

Comme des organisations patronales, dominées par certaines tendances ultra-réactionnaires, manifestaient leur hostilité au projet, le Parti Communiste Français a voulu nous montrer un vivant exemple de la lutte de classe: lui-même défenseur du projet (avec des retouches) et représentant la classe ouvrière contre les capitalistes hostiles aux comités d'entreprise.

.../...

Malheureusement pour ce parti de classe, les débats ont montré un tout autre rapport de force: d'une part l'ensemble des capitalistes progressistes, y compris le Ministre du Travail gaulliste, appuyés par le P.C. et les organisations syndicales, de l'autre les capitalistes arriérés. Ces derniers ont d'ailleurs subi une défaite complète puisqu'ils ont dû accepter que le projet soit voté par la presque unanimité de l'assemblée nationale.

Et les travailleurs? Ils auront évidemment le choix entre le diable et Belzébuth, les organisations qui prétendent les représenter s'étant rangées une fois de plus dans le camp du grand capital "progressiste", où elles sont d'ailleurs à leur place.

Sans doute, le P.C. s'est-il abstenu au moment du vote, mais uniquement parce qu'il n'a pas pu faire voter des amendements de détail et non à cause du caractère de collaboration de classe du projet.

Même attitude des bureaucraties syndicales qui défendent le projet tout en le critiquant sur des points secondaires comme la notion de secret.

Un fait intéressant est apparu au cours de la discussion: la désaffection envers les comités d'entreprise.

En effet, un député U.N.R., rapporteur du projet, après avoir répété plusieurs fois que la lutte de classe est dépassée, ce qui tend heureusement à prouver qu'il n'en est pas tellement sûr, a présenté les faits suivants, sans être démenti par les députés du P.C. :

" Le nombre des établissements de plus de cinquante salariés assujettis à la loi s'élève à plus de vingt-trois mille. Or, sur ce total, une dizaine de milliers seulement existent, dont un tiers en effective activité, d'est-à-dire environ trois mille "

Si cette faiblesse des comités est peut-être due, dans certains secteurs, à l'opposition du patronat, son ampleur est telle qu'elle indique une indifférence certaine des travailleurs envers eux.

Quant à la note folklorique, elle a été donnée par un vieux social-démocrate, TANGUY-PRIGENT qui a été le seul député à voter contre le projet en se réclamant de la classe ouvrière, après avoir déclaré :

" Les travailleurs français vont-ils se vendre pour un plat de lentilles? Est-ce qu'un pays moderne peut en rester à un paternalisme humiliant, alors que nous devons nous engager progressivement sur la voie de la gestion collective ? "

Indépendamment du passé de collaborateur de classe de TANGUY-PRIGENT (il fut ministre de l'agriculture dans des gouvernements bourgeois) et de la confusion qu'il établit entre les travailleurs et ceux qui prétendent les représenter, il suffit d'entendre les discours des promoteurs de la réforme pour se rendre compte de l'illusion du réformisme.

C'est par exemple le député U.N.R. RIBADEAU-DUMAS, qui déclare :

" Je n'aime pas beaucoup l'expression démocratie économique. Si l'on entend par là que la direction d'une entreprise sera amenée à abandonner tout ou partie de son pouvoir, je réponds non, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. Les entreprises sont de plus en plus complexes, les hommes capables de les gérer de moins en moins nombreux. Jamais le pouvoir de direction ne sera détenu par un groupe d'hommes incompetents et irresponsables "

Les députés du P.C. comme les dirigeants syndicaux sont incapables de répondre à ces tirades imbéciles car ils acceptent aussi la hiérarchie fondée sur une soi-disant compétence.

La réponse à ces parlementaires

bavards et fainéants qui sont plus habiles à injurier les travailleurs du rang qu'à faire le moindre travail productif, viendra des millions d'ouvriers et d'employés qui constatent chaque jour, dans les usines et les bureaux, l'incompétence des chefs, des dirigeants de toutes sortes dont les méthodes dictatoriales ne font que généraliser l'anarchie.

Lorsque ces millions de travailleurs prendront conscience que la gestion ouvrière de la production n'est pas un idéal lointain mais une nécessité immédiate, car elle est seule capable de remédier aux incohérences de la production, les RIBADEAU-DUMAS n'auront plus longtemps à discourir.

Et les discours de ces clowns, si quelqu'un s'en souvient encore, feront tout autant rire que ceux des individus qui croyaient que l'esclavage ou le servage étaient éternels.

REVENDEICATION EN CAPSULE.

Au cours du dernier vol spatial, Gordon COOPER s'est plaint d'avoir trop de travail.

D'après les journaux, il aurait déclaré à Mac Divitt :

" Tu pourrais dire aux gens qui ont préparé le plan de vol qu'ils nous donnent un peu trop à faire. Nous n'avons pas le temps de mettre de l'ordre dans nos instruments dans les délais qu'ils nous accordent.

" Il y a eu beaucoup de choses à faire en même temps et on ne peut pas tout faire aussi vite. L'organisation laisse vraiment à désirer.

Aux dernières nouvelles, le syndicat des astronautes aurait organisé des débrayages capsule par capsule.

Aucun mot d'ordre n'a encore été lancé car un syndicaliste ayant fait remarquer que les astronautes seront probablement lancés dans l'avenir au nombre de trois, un débat démocratique s'est ouvert sur le point de savoir si les astronautes devaient faire grève un par un ou deux à la fois.

Un oppositionnel de gauche a également proposé de faire coïncider les mouvements de grève avec le début de chaque révolution. Il a été exclu.

! ! ! ! !
! Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos res- !
! sources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 50 francs) est très !
! facilement couvert par les versements des militants et sympathisants du !
! G.L.A.T. !
! ! ! ! !

! En effet, contrairement aux syndicats et autres organisations bu- !
! reaucratiques, nous ne touchons ni ne sollicitons aucune subvention de la !
! part des capitalistes ou de leur Etat. !
! ! ! ! !

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**